

## ***Nuisances, incivilités : ça suffit !***

### **(2) Pour en finir avec l'insécurité**

Depuis l'explosion d'AZF le 21 septembre 2001 et l'arrêt des activités de la SNPE (Société Nationale des Poudres et Explosifs) et de Tolochimie, on ne produit plus de phosgène à Toulouse. Ni les riverains ni le comité "Plus jamais ça, ici ou ailleurs" ne le toléreraient. On les comprend : le phosgène est un gaz très dangereux pouvant provoquer "*un œdème pulmonaire parfois mortel*" (World Health Organization). Il a fait la preuve de son efficacité dès la première guerre mondiale en provoquant (mélangé à du chlore) la mort de 6000 soldats sur le front russe le 31 mai 1915. Réjouissons-nous avec les Toulousains : les voici hors de danger, du moins de ce côté-là.

Qu'est devenu le phosgène de Toulouse ? "*Toute cette année le phosgène a été transporté de Toulouse aux sites de Rhône-Alpes. Certains conteneurs venaient même de Tchétchénie, dans des conditions de sécurité lamentable*", raconte Maurice Rognin, syndicaliste CGT de Rhodia Pont-de-Claix (*L'Humanité* 21/09/02). "*De quoi améliorer encore l'image de cette région, réputée la plus dangereuse de France*", ajoute de son côté *Le Canard Enchaîné* (25/09/02).

Pourquoi une industrie intolérable à Toulouse est-elle bienvenue à Grenoble ? Les Grenoblois seraient-ils plus résistants aux effets des gaz toxiques ? En réalité dans la cuvette il y a longtemps qu'on s'est soumis à l'éventualité d'une catastrophe industrielle. Depuis 1916 et l'installation de la première usine chimique à Jarrie pour la production de gaz de combats, on feint de ne voir de retombées qu'économiques aux sites nuisibles qui prolifèrent dans l'agglomération – aujourd'hui 19 sites Seveso, quatre sites nucléaires, trois labos P3 manipulant virus et bactéries mortels. Sans parler des fleurons high tech du Grésivaudan (Soitec, Memscap, STMicroelectronics) qui stockent des gaz liquides - et des sulfates hautement contaminants servant à graver le silicium - sans faire l'objet du moindre classement "à risque".

Prenez Rhodia Intermédiaires, sur la plate-forme chimique de Pont-de-Claix. On y utilise depuis 40 ans le phosgène sous pression, pour la fabrication d'un autre composant chimique, le toluène di-isocyanate (TDI). "*En cas de rupture de la plus grosse conduite les premiers décès seraient enregistrés sur un rayon de 2700 m et les effets irréversibles sur la santé dans un rayon de 6360 m.*" (*Le Daubé* 24/06/02). Mais il en faut plus pour effrayer le Grenoblois. Et d'ailleurs Maurice Michel, patron du site Rhodia, le rassure : "*Le risque est très hautement improbable sauf acte de malveillance.*" (id.)

Rhodia vient d'inaugurer un nouvel atelier, baptisé "Rhapsodie Plus", qui lui permet de porter sa capacité de production de TDI de 70 000 à 120 000 tonnes par an, soit 20 % de la production mondiale (cf *Le Daubé* 20/06/01 et 11/10/02). Un investissement de 110 millions d'euros pour cette unité de production unique en France, qui place le groupe au 3<sup>e</sup> rang mondial. La direction assure que toutes les précautions nécessaires ont été prises et que le "*risque d'explosion est parfaitement maîtrisé à la source*" (id.). En revanche l'étude de danger réalisée par Rhodia ne prévoit pas la chute d'un avion, mais chacun sait que ce genre de chose ne se produit que dans les films américains. Rappelons que plus de 80 000 personnes vivent dans un rayon de 6 km autour du site. Que les champs de captage des eaux de Grenoble sont à deux pas, et qu'une canalisation d'eau alimentant entre autres le CHU Michallon passe sous l'usine.

Mais le Grenoblois ne s'émeut pas davantage de savoir que "*selon les chiffres de la préfecture, ce sont entre 600 000 et 700 000 tonnes de produits chimiques qui sont transportées en train chaque année, sans parler des 374 600 tonnes de gaz liquéfiés, de*

*produits inflammables ou toxiques qui circulent dans les camions et passent tous les jours à hauteur du Rondeau.*" (Entreprises Rhône-Alpes, déc. 2001).

Pour engranger la taxe professionnelle, sauver son emploi et rester fidèle à sa réputation de dynamisme, le Grenoblois est prêt à tout accepter. Aussi ne l'a-t-on pas entendu protester lorsque le 12 décembre 2001 un camion-citerne de 23 tonnes sortant de chez Rhodia s'est couché sur l'autoroute au niveau du pont de Catane. *"Il transportait un produit particulièrement toxique, du "toluène di-isocyanate", très irritant, lacrymogène, hautement cancérigène (...) Le toluène (...) a pour caractéristique de se solidifier et de se transformer en gel au contact d'une température inférieure à 15 degrés. La température extérieure avoisinant hier les 3 degrés, ces caractéristiques excluaient a priori une fuite pouvant véritablement entraîner une catastrophe."* (Le Daubé 13/12/01)

Qu'importe. Ce genre d'événement fait partie de la "culture" locale. Et s'il ne craint pas la fuite de TDI en plein été, le Grenoblois s'inquiète encore moins pour la santé des travailleurs. Pourtant, au CHSCT (Comité Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail) de Rhodia, on soulève des questions intéressantes : *"Le médecin du travail avait refusé de mettre en place un suivi systématique, mais les éléments d'une étude de cohorte d'employés de Rhodia-Chimie à Pont-de-Claix par le registre du cancer de l'Isère ont montré l'existence d'un nombre plus important que la moyenne nationale de cancers sur le site"*, signale Michel Bertorello (cf Médiasol, portail de l'économie sociale et solidaire).

Risques d'explosion, de contamination de l'air et de l'eau, d'accidents de la route impliquant des produits dangereux en pleine agglomération, de maladies du travail... Pour quoi faire au fait ? Des sièges de voitures. Le TDI – principal débouché du phosgène - sert en grande partie à la fabrication de mousses pour l'industrie automobile. Le phosgène est aussi utilisé dans l'agrochimie pour la fabrication d'herbicides et de pesticides (source : Union des Industries de la Chimie).

En somme, des nuisances servent à fabriquer des nuisances.

Oui, mais c'est bon pour la croissance. A Jarrie, où comme à Pont-de-Claix règne la chimie, un ancien conseiller municipal lâche le morceau : *"Ce site rapporte beaucoup d'argent à la commune, jamais Jarrie ne se serait développée comme ça. Et vous avez vu Haute Jarrie ? Les terrains valent de l'or. Les constructions, villas, piscines, se multiplient."* (L'Essentiel de Grenoble et de l'Isère 10/10/01)

Des piscines contre la sécurité de toute une agglomération, la lutte est trop inégale.

Que font les élus, dont l'unique préoccupation cet automne est la lutte contre l'insécurité ?

Saluons les conseillers municipaux de Seyssinet-Pariset, commune située – comme 26 autres, dont Grenoble – dans le périmètre du Plan Particulier d'Intervention (PPI) de la plateforme Rhodia, qui ont rendu un avis défavorable au projet d'extension du site de Pont-de-Claix. D'après Mme Lecchini, rapporteur de la commission Cadre de vie de Seyssinet, *"l'augmentation des capacités de l'établissement conduit à une majoration des risques d'explosion, d'incendie et de pollution accidentelle puisqu'il s'agit de matières toxiques et inflammables."* La maire Marcel Repellin en a donc conclu : *"Nous devons prendre nos responsabilités (...) Nous ne pouvons prendre le moindre risque."* (cf Le Daubé 17/10/02) Voilà des gens conséquents.

Pour le reste, les politocards de l'agglomération sont trop absorbés par la lutte contre l'insécurité créée par les gitans sur le campus pour se préoccuper du TDI et du phosgène. L'Ades a comme d'habitude déposé un recours devant le Tribunal Administratif pour agrandir le périmètre de l'enquête publique concernant "Rhapsodie Plus". Le tribunal a porté ce périmètre de 3 km à 6,5 km : une vraie victoire politique.

Aucun élu, aucune association "citoyenne", aucun syndicat n'a posé la seule question qui compte : Existe-t-il une seule raison valable pour faire prendre de tels risques à 420 000

habitants ?

Car poser la question, c'est y répondre.

**T'as vu ta ville ?**  
**Grenoble, 23 octobre 2002**